

## **Relevé des interventions des membres du CN du 12 septembre 2019**

Nous publions les interventions qui ont été rendues à ce jour, soit sous forme de résumés, soit intégrales. Ce relevé est susceptible de modifications si de nouvelles interventions nous parviennent prochainement.

### **01 Fabienne Lefebvre – Val-de-Marne**

Depuis plusieurs mois, de nombreux communistes, militants et dirigeants, alertent sur la situation de Julian Assange arrêté le 11 avril 2019 par la police britannique. Arrestation faisant suite au retrait illégal de son droit d'asile, qui a été ordonné par le Président de l'Equateur Moreno, et ce en total violation de la Convention de Vienne. Droit dont Assange bénéficiait depuis 2012 à l'ambassade londonienne de l'Equateur. Le « crime » d'Assange a été de publier des révélations mettant en cause les puissants de ce monde, notamment en diffusant des images de crimes de guerre, commis par les Etats-Unis en Afghanistan et en Irak. Alors qu'un journaliste ou un lanceur d'alerte qui dévoile des secrets d'État relevant de l'intérêt public devrait être systématiquement protégé, Assange se voit lui, aujourd'hui, poursuivi en justice. Il s'agit là, d'une attaque contre les droits de l'homme et le journalisme indépendant, portant atteinte à la liberté de la presse, la liberté d'expression et la protection des sources. WikiLeaks, qu'Assange a fondé et dont il est rédacteur en chef, est pourtant reconnu comme : irréprochable en termes d'investigation et d'exactitude. Ce journalisme-là, rare dans la bataille idéologique en cours, a été récompensé le 16 avril, Assange obtenant le lauréat 2019 du : "*Prix des Journalistes, Lanceurs d'Alerte et Défenseurs du Droit à l'information*" (avec Motarjemi & Rui Pinto), décerné par le groupe de la Gauche Unitaire Européenne/NGL (Gauche verte nordique) du parlement européen. Cette arrestation illégale a également été fermement condamnée par le PGE, ainsi que par Patrick Le Hyaric qui est intervenu le 15 avril au Parlement européen, sur la directive « lanceurs d'alerte », pour demander la protection d'Assange en vertu des conventions internationales des droits humains. Le Parti, quant à lui, a produit un communiqué, me semble-t-il, trop timide, compte tenu de l'enjeu de cette très grave affaire, que certains qualifient déjà d'affaire Dreyfus internationale. Il y a donc urgence, d'autant que début août, Julian Assange a reçu la visite de son frère à la prison de haute sécurité de Belmarsh qui l'a trouvé très affaibli physiquement, en regard de ses conditions de détention très rudes, qualifiées de torture par Nils Melzer, rapporteur spécial de l'ONU sur la torture. Bien que sa combativité demeure toujours perceptible, la famille alerte sur une possible aggravation de son état de santé si la détention devait se prolonger. Rappelons que s'il est jugé aux États-Unis, Julian Assange risque 175 ans de prison. Une condamnation pour l'exemple qui, si elle avait lieu, résonnerait comme un avertissement mondial, de la puissance capitaliste états-unienne, envers tous les potentiels lanceurs d'alerte et marquerait un jour sombre pour le droit des citoyens à la liberté d'information et à la démocratie. Aujourd'hui, il nous faut donc aller beaucoup plus loin, pour construire à l'initiative du Parti, une large mobilisation internationale afin de pouvoir faire obstacle à son extradition vers les États-Unis prévue pour février 2020 et pour exiger l'inculpation des criminels de guerre plutôt que celle des journalistes. Le Parti communiste Français à toute sa place dans cette bataille qui s'avance sur fond de guerre de classe et de tensions internationales exacerbées. Cette bataille devrait être par ailleurs, partie intégrante de notre campagne contre l'OTAN, comme le souligne notre texte adopté lors de notre 38ème congrès : « *Notre bataille pour la sortie de la France de l'OTAN et sa dissolution est une priorité car cette alliance politico-militaire prolonge une logique éculée, attise les tensions et a relancé une course au surarmement.* » Julian Assange a payé de sa liberté, et payera peut-être de sa vie les informations révélées via WikiLeaks. C'est pourquoi, je demande à la Direction du Parti de bien vouloir, de nouveau s'exprimer et cette fois de manière forte, en exigeant : L'arrêt de l'extradition d'Assange, la mise en place d'une commission indépendante de l'ONU pour vérifier ses conditions de détention et de santé, avec pour objectif d'obtenir in fine sa libération. Dans l'attente, une pétition à l'initiative de nombreux camarades, circulera sur la Fête de l'Humanité sur la base de ces exigences, je vous invite donc à vous en saisir.

### **02 Serge Laybros – Lot**

6 ventes solidaires de fruits et légumes organisées par le PCF cet été à Cahors. Prix juste pour le paysan et prix modique pour le consommateur. Lancement d'une pétition pour travaux de réhabilitation dans la cité qui hébergeait ces ventes solidaires. Création d'un collectif contre la privatisation ADP. Initiatives communes à venir. Interpellation (PC-CGT-PS-EELV- Générations-Gilets jaunes) des élus locaux pour qu'ils jouent un rôle de facilitateur. Rencontre PS/PC au plan départemental sur municipales 2020. Prises de contacts avec partenaires potentiels à Cahors et à Figeac. Mouvement social reprend de la vigueur : rassemblement le 11 septembre devant hôpital Cahors ; malaise chez les sapeurs-pompiers ; colère chez les agents des finances publiques. 8 trésoreries sur 12 supprimées à l'horizon 2022. Rassemblement le 16 septembre devant trésorerie de Coeur du Causse.

### **03 Aymeric Seassau – Loire-Atlantique (*non communiquée*)**

### **04 Françoise Fiter – Pyrénées-Orientales**

Les enjeux de la municipale à Perpignan placent les différentes forces et nous placent devant l'obligation de construire un projet et un rassemblement qui permettent d'aboutir à une liste unique à gauche, seule solution pour empêcher l'élection de Louis Alliot. Enjeu crucial qui est local mais aussi national. Nous avons préparé cette élection avec la volonté d'un rassemblement large incluant toutes les forces politiques, syndicales et associatives à égalité. C'est le sens du cadre que nous avons proposé et appelé « La coopération ». Même affaiblie la gauche est donnée dans 2 sondages à 27%, ce qui ouvre une vraie perspective de gagner, d'autant que la droite est divisée. Notre travail depuis plus d'un an a contribué à l'émergence de l'expression d'une mobilisation citoyenne. Nous intervenons auprès des différents partis de gauche pour faire reculer leur réticence à l'égard de ce mouvement citoyen et auprès des acteurs de ce mouvement dont certains craignent une main mise des partis. La situation est donc fragile mais reste très ouverte et nous jouons pleinement notre rôle de construction.

### **05 Alain Pagano – Maine-et-Loire**

Dans ce contexte où le PS est très affaibli en forces militantes, et où les autres forces de gauche ne brillent pas par leurs effectifs militants, il faut donner confiance à nos adhérents pour les inciter à prendre l'initiative et dire publiquement qu'on a envie de fédérer la gauche et les écologistes, de construire des listes aux municipales. De nos initiatives peut dépendre la présence ou non de listes de gauche dans de nombreuses petites communes. Sur l'écologie, un modèle de tract est en cours de fabrication pour les fédés pour les marches climat du 20 et 21 septembre. Faire participer massivement nos adhérents est un objectif. Avoir des interventions durables sur ce sujet aussi pour asseoir notre crédibilité sur ces questions. Ayons également des propositions concrètes et crédibles. 37 milliards d'euros. C'est ce que la France va dépenser pour la rénovation des armes nucléaires. Si Macron décidait demain de geler ce budget et le reverser au fonds écologique et social que nous réclamons, il y aurait largement de quoi financer la gratuité des transports en commun, par exemple !

### **06 Annie Levi-Cyferman – Meurthe-et-Moselle**

La rentrée 2019 est sous le signe du rassemblement à gauche, nous devons nous y atteler mais ce rassemblement ne peut être que par la construction d'une alternative au capitalisme. Devant la désespérance accumulée en France au fil des expériences gouvernementales d'une gauche naguère impuissante, tous les militants communistes savent qu'il est urgent de rejoindre l'initiative, faute de quoi le populisme pourrait l'emporter. C'est pourquoi en toutes circonstances le PCF doit imposer ses thèmes, ses analyses et mener au sein de la gauche la lutte des idées. Il revient au PCF de piloter un rassemblement de la gauche qui réponde aux attentes profondes des populations malmenées par les contre-réformes macroniennes.

### **07 Julia Castanier – Val-de-Marne**

Nous ne devons pas verdir notre discours mais nous devons trouver la bonne articulation. Car la question écologique peut aussi être la bouée de sauvetage du capitalisme vert comme l'a été le capitalisme social de l'après-guerre. C'est tout le sens de l'écologie individualiste prônée par G. Thunberg par exemple. Le problème ce serait l'Homme et pas le système. Or le mouvement Youth for climate est traversé par ces débats entre ceux qui défendent la vision individuelle de l'écologie et ceux qui prônent le dépassement du capitalisme. La question écologique est fondamentale pour 3 raisons : critique libéralisme/accréditation du dépassement du capitalisme/nouvel internationalisme (solution globale). Proposition : grande conférence sur l'écologie lors de notre centenaire avec publication d'une manifeste vert du PCF.

## 08 Pierre Laurent – Paris

Je souhaite intervenir sur nos batailles de rentrée, leur importance, la possibilité qu'elles nous donnent de marquer des points dans la société. Nous le savons, nous vivons un paradoxe : jamais peut être le niveau de critique du capitalisme, dans des domaines aussi divers que le social, le climat et l'environnement, la démocratie, ne fut aussi élevé et pourtant cette contestation grandissante va de pair avec une grande confusion politique, un découragement face à l'absence d'une perspective mobilisatrice à gauche.

La première des batailles est celle pour ADP. La fête de l'Humanité peut constituer un tremplin pour franchir une étape essentielle, donner de la crédibilité à l'objectif du million de signatures. A partir de ce seuil, à portée de main, tout deviendra possible : l'objectif des 4,7 millions de votes pour gagner le référendum sera mieux perçu comme crédible et réalisable. L'enjeu est de taille. Si nous gagnons le référendum et la possibilité d'un grand débat public, Macron le perdra . Ce serait un camouflet sans précédent pour le pouvoir, un stop à la privatisation de nos biens communs, un encouragement pour tous les bâtisseurs d'un nouvel espoir à gauche. Nos efforts doivent porter, dans le dialogue avec des millions de gens, sur le lien entre la vie quotidienne de chacun·e et les enjeux en termes de services publics, d'environnement et de démocratie que le dossier ADP met sur le devant de la scène.

La bataille pour la santé et les hôpitaux fait aussi partie de nos priorités. Nous avons été lucides sur la dégradation continue des urgences comme de l'ensemble du système de soins français. Le tour de France des hôpitaux décidé et mené par nos parlementaires a révélé l'état d'urgence dans lequel ils se trouvent. Il nous a aussi permis de prendre contact avec des centaines de personnes, de dresser des constats partagés, de débattre de solutions possibles, de mettre le sujet dans le champ de la construction politique. L'élément nouveau, c'est que le mouvement, déjà massif dans les Urgences, peut s'étendre et connaître de nouveaux développements, notamment à l'occasion des débats budgétaires qui vont intervenir à l'automne. Nous avons sorti le vote du PLFSS de l'indifférence générale entretenue par le pouvoir. A cette occasion, continuons le dialogue avec tous les acteurs·trices de la santé que nous avons rencontré·e·s, et avec toutes celles et ceux qui sont entré·e·s dans la lutte ou qui s'appêtent à le faire.

Autre bataille que je souhaite pointer à cette étape, celle sur le CETA. Quelque chose de nouveau est en train de se passer. Le CETA sera soumis au vote du Sénat le 4 novembre. La mobilisation et la prise de conscience populaire sur le sujet, jointes au rapport des forces propre au Sénat, peut déboucher sur un vote négatif au Sénat. Pourrait dès lors s'engager un processus similaire à ce qui est en cours sur ADP. Le vote de l'Assemblée nationale cet été est donc loin d'être la fin de l'histoire. Je propose que nous défilions le 21 septembre dans les marches pour le climat avec le mot d'ordre : « ni CETA, ni Mercosur ».

De nombreuses brèches, sur de nombreux dossiers, peuvent donc être ouvertes pour mettre en échec le gouvernement. Ce sera aussi le cas les retraites, notamment à l'occasion de la mobilisation du 24 septembre.

Un dernier mot enfin sur les municipales, qui feront partie de l'ordre du jour du CN des 12 et 13 octobre. Je ne reviens pas sur le fond. Je veux juste dire que pour notre efficacité, nous avons besoin d'allers et retours plus systématiques et précis entre la direction nationale et les fédérations sur ce qui se fait, s'expérimente, comme sur les rapports de force à l'échelle des communes, les plus

importantes, comme celles qui présentent des enjeux importants pour notre implantation. C'est une exigence collective si nous voulons donner à nos batailles locales un élan national.

### **09 Karine Jarry – Seine-et-Marne**

1) Question : construire une alternative, dans un contexte marqué par éclatement, atomisation, division des forces de gauche, suppose que notre Parti construise lui-même des initiatives rassembleuses, sur questions de rentrée, comme proposé dans le rapport. Nous avons des propositions alternatives, besoin de plus, les portes « grand public ». Donner du sens à « débat citoyen » et « assemblées citoyennes » tant dans les axes de batailles politiques de la rentrée que pour les projets municipaux, suppose que les adhérentes et adhérents soient associés de bout en bout, elles et ils sont des citoyen.nes. Difficultés dans secteurs ruraux pour construire des listes. D'accord sur objectifs communs et animation nationale/Municipales en lien avec les fédérations. Sur opération Macron, Schiappa, féminicides, porter fort nos propositions, construire des initiatives pour ne pas laisser dévoyer la journée mondiale contre toutes les formes de violences faites aux femmes et obtenir de véritables moyens pour ces associations.

### **10 Anaïs Fley – Hauts-de-Seine**

Rentrée étudiante : une rentrée combative. Depuis le début du quinquennat de Macron, les mobilisations étudiantes ont un rythme qui s'accélère mais sous la forme d'un grondement de fond protestataire avec des pics de mobilisation : besoin de perspectives. Plan étudiant, parcoursup, violences policières, climat : l'ennemi pointé du doigt est Macron (et son gouvernement). Important vu l'enjeu de la période : vaincre Macron. Nouveau sujet central : écologie qui pose la question de la prise du pouvoir, de manière plus urgente qu'elle ne l'a jamais été. Les féminicides alertent et révoltent les étudiant.e.s qui, sans nécessairement s'engager de manière pérenne, s'organisent pour changer les rapports H/F dans leurs groupes d'amis/de promo. Donc une rentrée combative, les étudiant.e.s communistes sont lancé.e.s dans la bataille. Dans ce contexte, on doit reconstruire le MJCF et en son sein l'UEC pour en faire de meilleurs outils au service des luttes des jeunes et des étudiant.e.s. Plusieurs priorités pour les étudiant.e.s communistes : 1) Mener une campagne offensive contre Macron avec pour mot d'ordre les étudiant.e.s autour de revendications à même de participer à construire un large rassemblement d'union populaire : gratuité des études : avec un revenu étudiant financé par les cotisations sociales (plutôt que détruire la sécurité sociale et menacer la solidarité, renforçons-les!) ; avec le logement étudiant et les transports gratuits. Par des campus plus démocratiques (instances de décision représentatives ; liberté de débattre et de s'organiser) ; pour une révolution écologique (réorienter les études et la recherche ; CROUS et circuit court). 2) Faire progresser les idées communistes sur les campus et apporter des perspectives politiques au mouvement étudiant. 3) Montrer comment les élu.e.s communistes agissent quotidiennement pour changer la vie des gens, dont les étudiant.e.s. Enfin, pour rebondir sur les invitations à construire un projet d'avenir pour le PCF. L'UEC souhaite participer à ce travail ambitieux et nécessaire : tout le long de l'année jusqu'en juin, on prépare la Conférence nationale 2020 de l'UEC (aussi l'occasion de célébrer le centenaire des étudiants communistes qui sera le 12 juillet) ; les étudiant.e.s communistes travailleront avec les camarades du PCF, avec des universitaires et des organisations étudiantes et syndicales, et ce pour rebattre en brèche notre analyse du milieu étudiant et des transformations de l'ESR, en lien avec le monde du travail.

### **11 Intervention sur les finances – Denis Rondepierre**

#### **1) Campagne élections européennes**

Dépenses engagées nationalement 1 850 000 euros et 537 943 euros de dépenses engagées par les fédérations déclarées à la CNCCFP.

Résultat souscription : 900 576 sur objectif de 781 359 soit 115 % ce résultat est à valoriser il est la marque de l'engagement de milliers de souscripteurs dans les fédérations et au niveau national.

C'est une richesse exceptionnelle qu'il nous faut développer par de nouvelles prospection et outil de versement.

24 fédérations n'ont pas versé leur objectif pour un montant de 46 961 euros

La souscription exceptionnelle du 12 juin au 31 juillet a recueilli 419 887 euros, 50 % ont été réalisé par des dons individuels directs dont une partie conséquente par CB. (A noter : les fédérations où le nombre et le montant des dons individuels indique ancrage et dynamique et celles qui ont peu de don individuel). En complément de la souscription 26 fédérations ont prêté pour un montant de 757 100 euros. Nous avons affecté 250 000 euros au budget communication.

La dépense restante pesant sur les exercices budgétaires est de 699 424 euros.

Les prêts permettant d'échapper à l'impasse de trésorerie.

Pour réduire cet impact je préconise deux dispositions :

1 le solde des objectifs de souscription

2 la discussion avec les fédérations qui ont prêté pour :

-les abandons de prêt pour celle qui ont prêté mais non soldé la souscription (fin de souscription ex 62,76 ...)

-les abandons de prêt pour régularisation sur endettement

-les abandons en souscription

En trésorerie elle nous impose d'atteindre tous nos objectifs d'ici la fin de l'année en terme de cotisation de lancement de la souscription permanente.

En atteignant ces objectifs il restera une impasse de trésorerie. Les deux leviers pour corriger ce déficit de trésorerie sont :

-le solde de la souscription

-le travail sur reversement cotisation perçu en 2019 par les ADF et le travail d'épure de la dette cotisation.

Nous profiterons de la fête avec Alain Guilbert pour rencontrer un maximum de FD pour en discuter.

### **Un budget du centenaire de 400 000 euros**

Pour réaliser à la hauteur de ces enjeux le centenaire et mobiliser les moyens nécessaires, nous ferons appel à chaque adhérent pour qu'il verse un mois de cotisation supplémentaire consacré au centenaire.

Un courrier national, adressé par les fédérations sera mis à disposition dès le dernier semestre.

Chaque fédération aura un objectif correspondant au montant d'un mois de cotisation perçu.

Enfin je veux attirer une nouvelle fois le CN sur l'important travail qui se met place dans chaque fédération et nationalement pour se conformer aux législations permettant d'accéder à l'aide publique

**Une réunion nationale des trésoriers sera convoquée pour le 5 octobre pour travailler toutes ces questions.**

**12 Emilie Lecroq – Seine-Saint-Denis** (*non communiquée*)

**13 Amadou Deme – Essonne** (*non communiquée*)

**14 Olivier Dartigolles – Pyrénées-Atlantiques** (*non communiquée*)

**15 Nathalie Simonnet – Seine-Saint-Denis** (*non communiquée*)



## 16 Denis Durand – Paris

La montée des périls écologiques, financiers, économiques, sociaux, politiques, internationaux, bien décrits dans le rapport d'Igor, hante les esprits et fait partie des facteurs qui rendent si particulier le contexte dans lequel se préparent les élections municipales. Péril écologique : je signale le dossier d'*Economie et politique* qui sort aujourd'hui sur la nécessaire révolution écologique, révolution dans la production, dans la consommation, dans la culture... Péril financier : la crise qui vient s'annoncer encore bien plus grave que celle de 2007-2008. Les liquidités déversées par les banques centrales sur les marchés financiers depuis dix ans aggravent aujourd'hui le danger, au point que le conseil des gouverneurs de la BCE va avoir du mal, cet après-midi, à convaincre qu'elle a les moyens de se sortir de cette situation. Péril économique : par exemple, pour la première fois, une suraccumulation de capital se développe au sein même des pays émergents. De même, la guerre économique menée par les États-Unis contre la Chine est un phénomène tout à fait nouveau. Péril politique et international...

S'imaginer qu'on peut faire face à ces dangers en mettant une fois de plus sous le boisseau les idées communistes en croyant que c'est ainsi qu'on favorisera le rassemblement à gauche serait très dangereux. Les communistes ont une énorme responsabilité pour anticiper le désarroi que va provoquer le traumatisme de la crise.

Dans les milieux populaires monte l'idée de « changer de système ». Beaucoup voient mieux par exemple que sur une planète régie par le dollar et Wall Street on ne peut pas mettre à disposition de tous ces biens communs de l'humanité que sont le climat et la biodiversité. Mais en quoi consiste « changer le système » ?

Les idées actuellement dominantes à gauche, plus ou moins inspirées d'une vulgate keynésienne, ne sont pas à la hauteur de la crise systémique. Ces recettes, qui ont marché au XXe siècle, ne marchent plus aujourd'hui comme le montre la crise de la social-démocratie dans le monde entier. On ne peut plus corriger les inégalités par la fiscalité ou par la cogestion dans les conseils d'administration parce que derrière les inégalités il y a les contradictions insurmontables engendrées par l'exploitation, par la domination du capital avec le pouvoir sur l'utilisation de l'argent qui en est le ressort fondamental. C'est précisément parce qu'il cherche à masquer cette actualité du combat contre le pouvoir du capital que le tapage médiatique orchestré autour de Piketty arrange bien les affaires de Macron.

Confronter ces idées aux nôtres est donc indispensable pour créer les conditions d'un rassemblement à la hauteur de la gravité de la situation.

Dans les années 30, la force de Keynes avait été de voir l'obstacle dressé par les exigences insensées de la rentabilité et la nécessité de limiter le rendement du capital. Aujourd'hui, les ressorts du capitalisme sont encore plus profondément mis en cause. Il est donc indispensable d'aller plus loin, d'agir pour imposer de nouveaux critères contre la rentabilité capitaliste : développement des capacités humaines (emploi de qualité, formation, services publics, retraites), économies en capital (accords non capitalistiques, partages des coûts, R&D, nouvel investissement matériel), en s'emparant des leviers financiers et en pénalisant l'accumulation et les profits.

Le terrain de ce combat n'est pas seulement celui des politiques économiques : c'est aussi l'entreprise, le lieu de l'affrontement de classes sur les choix de production et de financement. Son enjeu est l'utilisation de l'argent des entreprises, des banques, et de l'argent public. C'est aussi ce qui rend si stratégique l'exigence d'une nouvelle industrialisation, incluant le développement de nouveaux services.

Et parce qu'ils concernent les êtres humains, la façon dont ils travaillent, dont ils se forment, dont ils développent leurs capacités créatives et leur capacité à les partager en coopérant, tous ces enjeux se rejoignent sur une question clé : l'emploi, sa qualification et sa sécurisation avec la formation tout au long de la vie.

Dans cette perspective, nous formulons des propositions aussi précises que possible, non pas pour atténuer les dégâts du capitalisme mais pour imposer une tout autre logique : création d'un fonds d'investissement pour le climat, maîtrise publique et sociale de filières décisives de l'économie, au-delà des nationalisations traditionnelles, développement des services publics, initiative

internationale mettant autour d'une même table non seulement les gouvernements, mais aussi les multinationales, et les institutions financières internationales pour un financement des investissements nécessaires par une monnaie commune mondiale...

La tâche est rude assurément. Mais nous pouvons commencer par une maxime simple : appliquer les décisions que nous avons prises ensemble, à une majorité de 87 %, il y a moins d'un an au 38<sup>ème</sup> congrès.

### **17 Isabelle De Almeida – Côte-d'Or**

Bataille pour gagner le référendum sur la privatisation d'ADP. Il faut l'intensifier car on a déjà la première manche, bataille qui rassemble. Exigence démocratique (RIP) et questions des services publics, biens communs. Ne pas minimiser le chiffre de 700 000 signatures : il y a du potentiel. Pas la même situation d'arriver le 12 mars à un nombre très élevé des signatures que si on en a trop peu (rappel consultation citoyenne sur la Poste il y a 10 ans avec plus de 2 millions de participants, avec un collectif national, des collectifs locaux). Donc responsabilité du PCF et de notre direction pour développer cette campagne. Avoir un véritable collectif national du PCF d'animation et faire et le point régulièrement, impulser, inciter à créer des collectifs locaux ; participer au collectif national, cela peut aider pour engager rassemblement pour les retraites, les Municipales. Mettre régulièrement à disposition des communistes les outils (carte-pétition, tracts, modèles de lettres). Chaque membre du CN devrait participer à cette campagne.

### **18 Jacques Maréchal – Moselle**

La gravité de la situation doit nous inciter à chercher des points d'appui pour engager les nécessaires dynamiques unitaires. C'est la responsabilité du PCF de contribuer à créer les cadres unitaires qui peuvent engager de nombreux citoyens qui se reconnaissent dans la gauche. Un cadre unitaire permettant de redonner confiance. Dans de nombreuses communes un cadre unitaire est indispensable pour faire émerger des listes de gauche et citoyenne. ADP est à ce titre un cas d'école où les communistes doivent jouer un rôle dans tous les départements pour faire émerger les cadres unitaires afin de prendre des initiatives coordonnées. Des forces sont disponibles pour cela au-delà des rangs de la gauche « traditionnelle ».

### **19 Lydia Samarbakhsh - Paris**

Je veux d'abord dire mon plein accord avec l'intervenant précédent, Jacques Maréchal, sur l'importance et les potentiels de la campagne ADP, et avec celle de Pierre Laurent, un peu plus tôt. Il me semble impératif que, dans la période, nous ne sous-estimions pas l'atmosphère politique et sociale.

Avec la tenue du G7 en France et la façon dont il a préparé ce Sommet, Emmanuel Macron a cherché à imposer de fait sa vision du multilatéralisme ; pour lui et les libéraux, l'ONU où tous les peuples, toutes les nations sont représentées, n'est pas « efficace » tandis que si les plus grandes puissances s'accordent et trouvent un modus vivendi par-delà leurs désaccords de fond, les autres pays, les peuples, n'auraient ensuite qu'à suivre. Sa conception du multilatéralisme passe par une légitimation du G pour conduire les affaires du monde, et le chef de l'Etat l'a confirmé dans le discours aux Ambassadeurs qu'il a prononcé dès après le G7 fin août ; tout cela en contradiction, au sein de ce même camp que les peuples affrontent pour leur émancipation, avec un Donald Trump et les ultranationalistes qui pensent le monde comme celui des grands empires d'avant 1914-1918. Dans un contexte de forte montée des tensions et risques je veux souligner l'importance pour nous de tourner plus attentivement notre regard vers les mouvements de résistance des peuples, de les analyser, d'amplifier notre engagement à leurs côtés : au Soudan où contre toute attente le mouvement populaire a réussi à faire tomber El Béchir ; en Algérie, où rien n'est écrit mais où le mouvement révolutionnaire populaire se poursuit ; en Turquie, où avec un courage remarquable aussi les populations des villes dont les maires HDP ont été destitués d'autorité, comme promis durant sa campagne électorale, les habitant-e-s affrontent tous les jours dans un mouvement non violent la brutalité des forces de police d'Erdogan – à ce propos, j'appelle votre attention sur l'appel

international #FREEDERMIRTAS qui sera lancé à la Fête de l'Humanité depuis la Grande Scène, vendredi ; mais aussi parlons des Etats-Unis où dès l'élection de Trump il y a eu les mouvements contre l'extrême droite, pour les droits des femmes, contre le port des armes, contre la violence policière et le racisme institutionnalisé, l'adoption par référendum dans certains Etats d'un salaire minimum... Je pourrais citer encore beaucoup d'exemples comme la réaction populaire en Grande-Bretagne le jour où Boris Johnson a annoncé sa volonté de suspendre les travaux du Parlement. Tout cela n'a rien de « banal » ! Ce sont les manifestations, à partir de leur propre situation, que les injustices sociales et économiques, les droits et la démocratie, le pouvoir du peuple sont à l'ordre du jour au plan international comme dans chacun de nos pays : et si les bonnes réponses à ces enjeux ne sont pas apportées, si les bonnes réponses en terme de nouveaux modes de production et de développement ne sont pas apportées au réchauffement climatique ne sont pas apportées, il n'y aura pas de paix, il n'ya aura pas même de chemin vers la paix.

C'est la raison pour laquelle le fait que la grève mondiale pour le climat tombe cette année le 21 septembre, qui est depuis 2001 grâce à l'ONU, la journée internationale pour la paix est un moment clé qui peut nous aider à élargir considérablement le mouvement populaire et citoyen pour la paix. Pour cela il faut aussi que nous-mêmes, nos secteurs et commissions travaillent ensemble pour réussir cette journée où à Paris, grâce au Mouvement de la Paix il devrait y avoir un seul cortège « Pour un climat de paix » répondant à l'appel conjoint du secrétaire général de l'ONU et de la Grève mondiale pour le climat.

Par ailleurs, je veux souligner que, dans les Municipales, les enjeux internationaux, la solidarité internationale, la paix et la culture de la paix, sont un volet important de l'action de nos élu-e-s. Celles qui se proclament « zones hors-CETA », celles qui votent le soutien au Traité international d'interdiction des armes nucléaires, celles qui organisent la solidarité avec les peuples en lutte pour leurs droits, celles qui organisent l'accueil digne des migrant-e-s font vivre dans le concret une autre conception de la mondialisation aujourd'hui dominée par le capital et la finance.

Enfin, le 26 septembre – Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires, Fabien Roussel et Jean-Paul Lecoq organisent à l'Assemblée nationale un important colloque international qui réunira des acteurs et actrices associatifs, politiques, intellectuels qui animent les mobilisations pour la paix et la sécurité collective dans leurs différentes dimensions y compris écologiques ; j'invite chaque membre du CN à participer à cette journée d'autant que Fabien et Jean-Paul y prononceront des discours importants avec un certain nombre de propositions.

## **20 Danielle Blasco – Lot-et-Garonne (*non communiquée*)**

### **21 Nathalie Marchand-Carliez – Somme**

Force est de constater que les mesurées de la ministre de la Santé annonçant un nouveau plan santé-urgence à hauteur de 750 000 €/3 ans ne répond pas à la satisfaction des besoins des professionnels qui, au-delà d'une prime, revendiquent l'ouverture de lits dans les hôpitaux et des effectifs. Cependant, il est temps de mettre en lumière au sein de notre Fête de l'Huma le champ sanitaire et social. C'est plus 80 % de la population qui soutient le mouvement hospitalier, c'est dire la place qui nous est consacrée dans les consciences. Les professionnels ont besoin de convergence des luttes et d'alternative politique. Notre ambition politique : la Sécu du 21<sup>e</sup> siècle et la protection sociale est un élément important dans nos démarches militantes et discours politiques. Il s'agit pour nous d'agir pour notre démocratie et notre République. Les mesures Cop22 et santé 2022 vont dans le sens contraire, avec la suppression d'outils de dialogue social, tel que la suppression dans le statut de la FP, des CAP et CHSCT. Créons les conditions de développement de plans locaux de santé, liant le CHU et centres de santé pour répondre aux besoins de santé et sociaux des populations. Ainsi, j'adhère à un CN sur les élections municipales dans un cadre de rassemblement large pour gagner et faire vivre nos idées marxistes.

### **22 (*annulée*)**



### **23 François Salamone – Essonne**

Ne nous payons pas de mots !

Analysons la situation de manière beaucoup plus dialectique. On a un panorama social et politique où cohabitent des éléments de potentialité et des éléments d'extrême danger. Potentialités parce que des fortes résistances existent et s'expriment. On le voit avec les hôpitaux, le climat, la Fonction publique, ADP ou les retraites. Il faut évidemment pointer ça. Et espérer des victoires pour le mouvement social. Mais pointons aussi simultanément les immenses dangers. Ces résistances ne sont pas sous-tendues par du repère et du projet politique alternatif. La colère peut donc se traduire par du pire. La question du débouché est donc cruciale. Sauf qu'après les européennes, l'état de la « gauche » reste calamiteux. Notre parti a été éliminé du Parlement européen. Attention à ne pas réactiver les schémas anciens. L'appel à rassembler la gauche oui. Mais pas en soi. A condition qu'on la voit sous le grand angle du rassemblement citoyen. Depuis 1983, toutes les municipales se sont traduites, pour nous, par une balance négative. Y a-t-il dans l'actuelle situation des éléments solides qui montreraient une inversion de trajectoire ? Je ne le pense pas. Ne nous payons pas de mots. La barre est haute. Nous ne sommes pas en situation politique de « fédérer la gauche ». Les questions qui traversent le mouvement social doivent se retrouver dans les municipales. A titre personnel, j'aurais souhaité qu'on travaille la question des municipales dans une cohérence d'approche. Municipales, départementales, régionales, vont se succéder. Ne repartons pas de zéro à chaque scrutin.

Concernant la rencontre entre le PC chinois et nous, j'aurais souhaité qu'on s'en parle. La Chine n'est pas le Luxembourg. Son rôle à l'échelle internationale, ça pèse lourd. Quel mandat avait notre délégation ? Le texte issu de cette rencontre me pose problème.

### **24 Gwizdak Stéphanie – Hauts-de-Seine (non communiquée)**